



L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2011

Une situation toujours favorable mais une confiance en berne

P
O
R
T
R
A
I
T

L'économie calédonienne reste globalement bien orientée en 2011, sur sa lancée de 2010. Malgré une inflexion au second semestre, l'économie tire parti des cours élevés du nickel et de l'augmentation de sa production, alors que la demande intérieure continue d'être portée par les grands travaux et une consommation des ménages toujours soutenue.

Plusieurs facteurs contribuent à maintenir l'économie du territoire sur une trajectoire favorable. En particulier, la forte demande des pays émergents tire le cours moyen du nickel vers un niveau élevé sur la première moitié de l'année. Le secteur aura stimulé l'activité et l'emploi, avec la diversification de la production par l'usine du Sud et la poursuite du chantier de l'usine du Nord.

L'investissement montre quelques signes de reflux après une année 2010 exceptionnelle ; le manque de visibilité des chefs d'entreprises, illustré par la dégradation du climat des affaires, peut notamment peser sur leur décision d'investir et de recruter. La consommation des ménages, portée par la situation favorable du marché du travail, reste ferme mais elle est freinée par une hausse des prix toujours élevée et soumise aux incertitudes sur les cours de l'énergie.

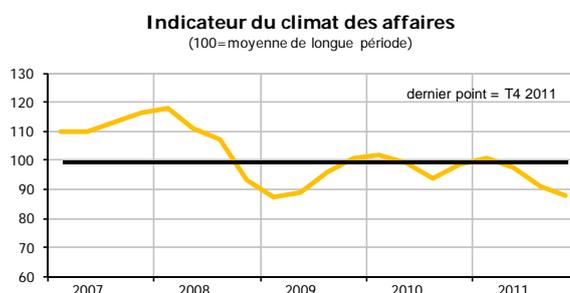
Dans un contexte de faible sinistralité, le financement bancaire poursuit sa croissance, permettant d'accompagner les projets des divers agents économiques.

UNE CONFIANCE HÉSITANTE

Un retournement du climat des affaires

La reprise de l'indicateur du climat des affaires (ICA), initiée depuis mi-2010, s'interrompt à partir du deuxième trimestre 2011.

L'ICA se rapproche ainsi, en fin d'année, du point bas atteint en 2009 (après la crise financière internationale), se situant en deçà de la moyenne de longue période.



Source : Enquête de conjoncture de l'I'EOM

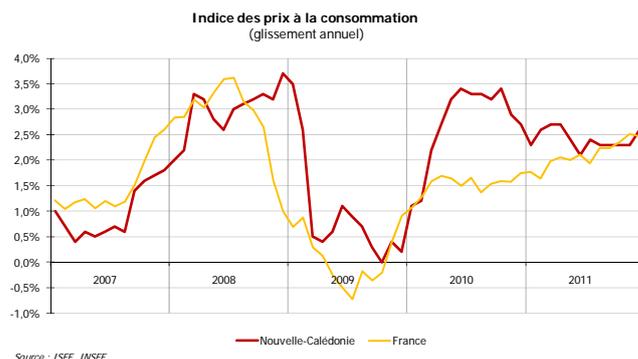
L'activité s'est infléchie dans la deuxième partie de l'année. Plusieurs secteurs économiques, qui avaient bénéficié à plein de l'effet « grands chantiers », enregistrent en effet une détérioration marquée de leur activité.

Les entrepreneurs manquent de visibilité à court et moyen terme, ce qui les conduit à la prudence dans la gestion de leurs effectifs et leurs prévisions d'investissement.

Une hausse des prix toujours vive

La hausse de l'indice des prix à la consommation se maintient à un rythme élevé, après une accélération en 2010. Elle termine l'année à +2,6 %, soit un rythme proche de la France entière (+2,5 %) mais légèrement inférieur à son niveau de 2010 (+2,7 %).

Le territoire subit une pression inflationniste importée, liée notamment au renchérissement des coûts de l'énergie et des denrées alimentaires et à la dépréciation de l'euro -et donc du franc Pacifique- vis-à-vis des autres monnaies de la zone Pacifique (dollars australiens et néo-zélandais notamment).



Les prix de l'alimentation continuent de progresser à un rythme soutenu (+4,0 %), en raison de l'augmentation des cours de certaines matières premières alimentaires (céréales ou viandes), alors que les prix des produits frais ont été pénalisés au premier semestre par les conséquences du cyclone *Vanua*. Les prix de l'énergie ont connu la plus forte progression (+7,7 %). L'évolution des prix des produits manufacturés et des services est plus modérée (+0,8 % et +1,4 % respectivement).

Dans le secteur de l'immobilier, l'indice BT 21, qui avait rebondi en 2010 (+3,7 % sur un an), poursuit sa hausse en 2011 avec une progression de 4,1 % en fin d'année. Cette évolution induit une nouvelle augmentation de l'indice de révision des loyers (IRL), à +4 % sur un an.

Une économie qui continue de créer des emplois

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois termine l'année 2011 sur une note favorable et diminue de 2,4 % sur un an (CVS), confirmant la tendance amorcée en 2010. L'offre d'emploi est également restée bien orientée, enregistrant une augmentation de 12 % sur l'année, soutenue en grande partie par les besoins liés au chantier de l'usine du Nord. Elle se situe à un niveau historiquement élevé avec plus de 12 000 nouvelles offres déposées en 2011. L'emploi salarié progresse de 5,3 % en 2011, avec près de 3 800 créations nettes.

Une consommation des ménages soutenue mais un essoufflement de l'investissement des entreprises

La consommation des ménages, principal moteur de la croissance économique, reste bien orientée, bénéficiant de la situation favorable du marché du travail. Dans la continuité de 2010, les importations de biens alimentaires ou de consommation courante augmentent nettement (respectivement +11 % et +9 % sur un an), alors que les immatriculations de véhicules de tourisme progressent plus faiblement (+2 %).

Après une année 2010 exceptionnelle, portée par l'impact des grands chantiers (dont l'usine du Nord), l'investissement des entreprises connaît un reflux. Les intentions d'investir des entrepreneurs se dégradent et plusieurs indicateurs confirment cette tendance : les importations de biens d'équipement marquent le pas, reculant de 9 % en 2011 après avoir augmenté de 23 % en 2010, alors que les immatriculations de véhicules utilitaires subissent un léger tassement (-1 %, après +11 % en 2010). L'investissement immobilier des ménages a pour sa part conforté la progression observée en 2010, avec une augmentation toujours significative des crédits à l'habitat (+9,4 %).

Le déficit commercial se creuse malgré la hausse des exportations

Signe de l'ouverture croissante de l'économie calédonienne, les échanges commerciaux continuent de progresser en 2011. La hausse des importations (+6,1 %) s'explique en partie par le dynamisme de la consommation des ménages et les besoins en produits minéraux et ensembles industriels, alors que les exportations (+10,1 %) sont tirées par le secteur du nickel qui en représente 94 %. Au final, le déficit commercial atteint un nouveau record, à plus de 169 milliards de F CFP ; le taux de couverture s'améliore pour la deuxième année consécutive (46 %).

DES SECTEURS DU NICKEL ET DU TOURISME BIEN ORIENTÉS

Une diversification de la production de nickel qui devient réalité

Le cours du nickel s'est inscrit dans une tendance baissière en 2011, le marché des matières premières (hors pétrole) ayant été pénalisé par le ralentissement économique mondial à partir du second semestre. Son cours moyen s'est toutefois maintenu au dessus du niveau moyen de 2010, progressant de 5 % pour atteindre 10,4 \$/lb. Les stocks mondiaux de nickel entreposés au London metal exchange (LME) diminuent tout au long de l'année 2011, pour repartir à la hausse en décembre. Ils sont ainsi passés de 136 000 tonnes en janvier à 90 000 tonnes en décembre.

La production métallurgique s'est établie à 61 400 tonnes de nickel, en progression de 14 % sur un an. Cette évolution est due à l'apport de l'usine du Sud, qui a produit 7 600 tonnes de produits semi-finis NHC (Nickel Hydroxyde Cake), après 222 tonnes seulement en 2010. La production de minerai calédonien ressort en augmentation de 2 % en 2011, sous l'effet de la hausse de l'extraction des latérites (+19 %).

Un trou d'air dans le BTP

Le secteur est tributaire de la démobilisation du chantier de l'usine du Nord et d'un attentisme dans le lancement de nouveaux appels d'offres. Avec l'achèvement progressif des grands chantiers liés notamment aux usines métallurgiques et aux infrastructures d'accueil des Jeux du Pacifique, l'activité du secteur du BTP se contracte depuis le deuxième trimestre, affectant les secteurs économiques connexes (industrie, services). Les ventes de ciment sont en retrait de 8 % en 2011, après avoir progressé de 15 % en 2010. Sur le marché immobilier neuf, les demandes de permis de construire diminuent, annonçant une baisse de l'activité. Malgré une demande croissante de logements, la construction est pénalisée par les incertitudes liées à la défiscalisation, la mise en place de la Taxe communale d'aménagement (TCA) et le renchérissement des coûts de construction. L'activité du BTP devrait toutefois bénéficier, à partir de la mi-2012, de la construction du Médipôle de Koutio. La montée en charge des contrats de développement Etat-Provinces pour la période 2011-2015 devrait également constituer un relais de croissance pour le secteur.

Une attractivité touristique retrouvée

Après avoir été à l'écart de la reprise du tourisme mondial en 2010, la fréquentation touristique de la Nouvelle-Calédonie s'oriente plus favorablement en 2011, portée par les Jeux du Pacifique et le retour des touristes métropolitains. La fréquentation touristique de l'archipel est dynamique (+14 %, après -1 % en 2010). Cette évolution contraste avec celles des autres régions du monde (+4 % contre +6 % en 2010), dont l'Océanie (+0,3 %) qui a subi l'impact du tassement du marché émetteur japonais après le séisme de mars 2011. Avec 111 875 touristes en 2011, la fréquentation du territoire dépasse largement la barre des 100 000 touristes qui n'avait plus été franchie depuis 2008. Les marchés émetteurs voisins du territoire (Australie, Japon, Nouvelle-Zélande) connaissent de faibles variations, contrairement au marché métropolitain et aux autres pays européens (respectivement +39 % et +9 %).



Source : ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Point bas dans l'aquaculture et tendance favorable dans l'élevage

L'aquaculture de crevettes reste soumise aux problèmes structurels des écloséries, qui handicapent la production depuis plusieurs exercices. Les exportations sont en baisse de 6 % (CVS) en 2011 (après -31 % en 2010) et s'établissent à un nouveau point bas. Le secteur de la pêche hauturière est également confronté à des difficultés, avec une diminution des exportations de poissons en 2011 (-16 % en CVS).

Après une année 2010 favorable, les abattages de viandes bovines et porcines ont de nouveau progressé en 2011, à un rythme de +2 % et +10 % respectivement.

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

La progression de la masse monétaire ralentit, avec une croissance modérée de M3 (+3,2 % en un an au 31 décembre 2011 contre +11,6 % en 2010). Cette évolution concerne particulièrement l'agrégat étroit M1 (+1,0 % contre +13,8 %), sous l'influence de la faible augmentation des dépôts à vue (+0,5 % contre +14,5 %), freinée notamment par les dépôts des entreprises. Après deux années exceptionnelles liées aux grands projets, l'encours de ces dépôts connaît un reflux en 2011 (-3,6 %, après +14,1 % en 2010 et +18,5 % en 2009). La masse monétaire M3 profite toutefois de l'évolution favorable des comptes sur livrets (+6,9 %) et des dépôts à terme (+4,6 %), qui font office de « valeurs refuges » dans un environnement de marchés financiers perturbés.

Croissance plus modérée des encours

L'activité bancaire reste soutenue mais l'encours total des établissements de crédit décélère légèrement : il progresse de 7,4 %, après +9,5 % en 2010. Les établissements de crédit locaux affichent en particulier une progression plus mesurée des encours, à +6,8 % contre +8,4 % un an plus tôt. La demande des ménages reste dynamique (+8,6 % sur un an contre +10,2 % en 2010), tant en matière de crédits immobiliers que de crédits à la consommation, tandis que la demande de financement des entreprises se maintient (+4,3 % contre +4,2 % en 2010). Les crédits d'exploitation augmentent de 3,4 %, avec le rebond des comptes ordinaires débiteurs (+9,4 %), et les crédits à l'investissement ralentissent (+5,4 % après +8,5 % en 2010). Les sociétés financières de la place enregistrent de leur côté un nouveau repli de leur activité, avec un encours brut de crédits en baisse de 7,6 % sur douze mois, en raison d'une diminution du crédit-bail (-6 % sur un an), qui représente l'essentiel de leur encours. Les établissements de crédits locaux enregistrent une stabilisation de la qualité de leur portefeuille, avec un taux de créances douteuses toujours modéré, à 2,6 %, le taux de provisionnement s'inscrivant en léger repli, à 66 % (-3 points).

Le financement de l'immobilier reste dynamique

L'investissement immobilier des ménages est de nouveau bien orienté, les encours des crédits à l'habitat progressant de 9,4 % sur un an, contre une hausse de 10,4 % en 2010. L'investissement immobilier demeure une « valeur refuge » et les conditions de financement restent stables pendant l'année, contrairement à la métropole où elles évoluent à la hausse. L'enquête semestrielle sur le coût du crédit réalisée par l'IEOM sur les mois de juillet et août 2011, fait ressortir un recul de 0,1 point, sur un an, du taux moyen pondéré des crédits immobiliers aux particuliers, à 4,63 % contre 4,75 % un an auparavant. La production de crédits nouveaux pour l'habitat des ménages continue pour sa part de progresser, à 48 milliards contre 47 milliards de F CFP en 2010.

Au final, la progression de l'activité de collecte ayant été moins dynamique que l'activité de financement, le système bancaire local affiche une dégradation de son solde emplois-ressources clientèle (qui augmente de 20 %), comme de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission) dont le solde, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, augmente de 23 %, à -81 milliards de F CFP au 31 décembre 2011 contre -65 milliards un an auparavant.

PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2012

L'année 2012 a démarré dans un contexte d'attente avec des échéances électorales nationales au printemps et une détérioration attendue de la croissance de l'économie mondiale. Il est toutefois encore difficile de prévoir la résilience de la zone Asie-Pacifique et de la Nouvelle-Calédonie à cette nouvelle crise. Le ralentissement des économies des pays émergents est suffisamment limité pour ne pas induire d'effets récessifs sur ces économies. D'ailleurs, le cours du nickel, qui avait atteint un plancher en décembre 2011, retrouve une évolution plus favorable depuis cette date, tant les besoins de ces pays demeurent élevés.

Le nickel devrait ainsi continuer à jouer un rôle clef dans l'économie du territoire, d'autant que l'accroissement de la production en volume devrait se concrétiser avec la montée en charge de l'usine du Sud et de l'ouverture de l'usine du Nord. Le territoire serait ainsi à la veille d'une forte croissance de ses exportations. Parallèlement, le secteur du BTP, qui a connu une baisse d'activité, devrait bénéficier du démarrage de la construction du Médipôle et des premiers projets dans le cadre des contrats Etat-Province.

En se projetant au-delà de 2012, la Nouvelle-Calédonie reste confrontée à de nombreux défis. La croissance économique soutenue de cette dernière décennie a permis au niveau de vie par habitant de se rapprocher du niveau métropolitain (hors Île de France), mais le taux de pauvreté reste encore supérieur à la métropole. La diversification de l'économie est toujours d'actualité avec une augmentation attendue des exportations, basée sur un seul produit. Enfin, la pérennisation des ressources financières à long terme passe probablement par la mise en place d'un fonds souverain.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Editeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : 12 mars 2012 – Dépôt légal : mars 2012 – ISSN 1968-6277